

## Conférence du Centre Européen de la Culture

Genève, 7 novembre 2011

José Maria Gil-Robles

### « L'EUROPE A LA CROISEE DES CHEMINS : SE RENFORCER OU SE DISSOUDRE ? »

*Conférence organisée en partenariat avec l'Institut Européen et le Centre d'Etudes Juridiques Européennes de l'Université de Genève, ainsi que la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne) et l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (HEID) de Genève*

**Titulaire d'une Chaire Jean Monnet à l'Université Complutense de Madrid, le conférencier est Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et ancien Président (1997-1999) du Parlement Européen.**

Selon Monsieur Gil-Robles, « se renforcer ou se dissoudre » est, depuis le Congrès de La Haye (1948), une question consubstantielle à la construction européenne. En Europe, il s'agit depuis le départ de réaliser « une construction nouvelle avec de vieilles pierres ». Certes, les tensions sont souvent ce qu'il y a de plus visible, et les médias les soulignent, mais les réalisations concrètes ont créé au fil du temps une solidarité très forte. On peut ainsi appliquer à l'Europe la devise des Mousquetaires : « Tous pour un, un pour tous ».

Il énumère ensuite les dernières réalisations pour répondre à la crise, qu'il considère comme importantes :

- encadrement des budgets nationaux ;
- pacte pour un « euro Plus » ;
- ensemble de mesures pour la gouvernance économique ;
- assainissement du système bancaire ;
- augmentation à 1000 milliards d'euro de la contribution au Fonds Européen de Solidarité Financière (FESF).

Selon lui, l'urgence est la constitution d'un gouvernement économique de la zone euro. Il souligne qu'il ne pourra décider à l'unanimité, mais à la majorité. Car selon lui, alors que la majorité est un principe démocratique, l'unanimité ne l'est pas car elle devient le gouvernement par la minorité de blocage. Techniquement, il faudrait établir une « coopération renforcée » entre les Etats qui le souhaitent, avec une mise en œuvre des décisions confiée à la Commission, et non pas aux Etats. Il souhaite que ce gouvernement économique puisse se réaliser d'ici le début de l'année 2012.

Enfin, pour résoudre le problème de l'endettement de certains Etats, il préconise la mise en place d'euro-obligations (car, si certains Etats le sont, la zone euro en tant que telle n'est pas endettée). Mais il faudra veiller à utiliser cet argent pour des investissements rentables (comme Galileo, ITER ou la recherche), et non pour s'endetter encore plus.